

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 4 • 28 JANVIER 2022 • CHF 3.-

**Votation du 13 février:
l'expérimentation animale en
question** page 2



**FSM: altermondialisme contre
pandémie, match difficile** page 3



**Kamilya Jubran, oudiste
et chanteuse
palestinienne** page 4

Faisons entendre la Voix Populaire!

PRESSE • En mars prochain, le mensuel *Voix Populaire* remplacera l'hebdomadaire *Gauchebdo* et fera résonner une voix absente des grands médias, celle des classes populaires, à travers un magazine d'information, de réflexion et de combat.

Toute l'équipe de *Gauchebdo* est fière de dévoiler le titre et l'apparence de notre nouvelle publication, qui sera à même de combler un espace encore vide dans le paysage médiatique romand. Il manque en effet dans nos contrées un magazine d'information, de réflexion et de combat, qui puisse penser l'actualité suisse à tête reposée. Si nous saisissons avant tout une opportunité de renouveau, nous ne cachons pas non plus les difficultés financières auxquelles nous devons faire face ces dernières années. En effet, le marché de la presse connaît depuis l'arrivée d'Internet et des «journaux» gratuits de profondes mutations. Certains grands titres romands ont disparu, tels que *L'Hebdo*, et d'autres sont passés sur le web uniquement comme *Le Matin*.

Volonté et nécessité

En économie de marché, il est difficile de nager à contre-courant pour porter des idées combatives. Mais grâce à votre engagement et vos dons, nous avons pu résister. Malheureusement pour nous, alors que notre nombre d'abonnés était en augmentation, la crise du COVID nous a porté un coup dur et nous avons dû prendre la décision difficile de passer au noir et blanc. Décision qui a déçu nombre de nos lecteurs et lectrices, mais qui nous a permis de faire mûrir ce nouveau projet impliquant un modèle financier plus durable.

Au-delà de la nécessité de changer de nom en raison du passage au rythme mensuel, le mensuel *Voix Populaire* est une revendication directe de l'héritage de La Voix Ouvrière, fondée en 1944 par Léon Nicole, en raison de l'interdiction d'autres journaux communistes à l'époque. Cette filiation fait de notre média le plus ancien titre de presse de transforma-

tion sociale encore en circulation en Suisse! La *Voix Ouvrière* parut à Genève comme hebdomadaire, dès sa fondation, puis comme quotidien dès 1945. Vu ses difficultés économiques, elle devint à nouveau hebdomadaire sous le nom de *VO-Hebdo* (1980-1986), puis de *VO Réalités* (1986-1995). Elle a été rebaptisée *Gauchebdo* en 1995.

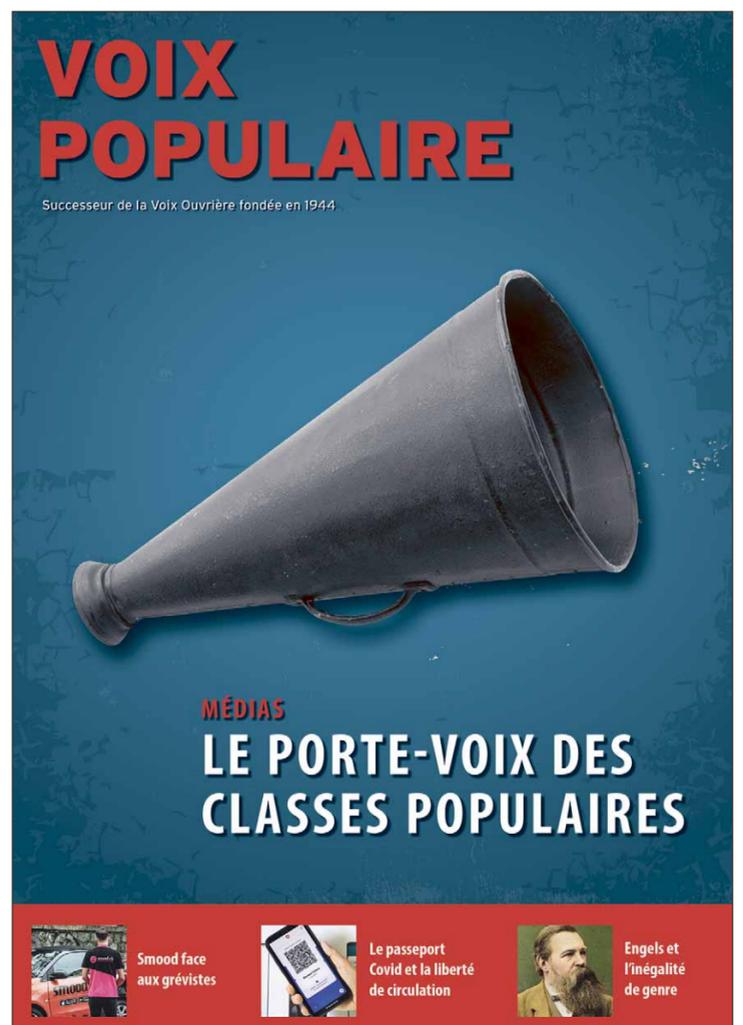
Quotidien, puis hebdomadaire, puis mensuel, cela peut donner l'image d'un déclin. Mais il s'agit davantage d'une adaptation aux conditions actuelles car le format mensuel nous permettra de mettre davantage d'énergie dans la réaction couvrant l'actualité au jour le jour sur le web, canal d'information désormais bien plus prisé, notamment par la jeunesse, pour s'informer des événements. Cela en bonne articulation avec des articles mensuels plus fouillés. Notre objectif, grâce à de nouvelles forces militantes jeunes et motivées, est d'investir également le terrain des podcasts et de la vidéo. Nous vous réservons ainsi quelques surprises pour l'année 2022 déjà!

Une ligne critique et combative

Le nom *Voix Populaire* marque aussi notre volonté de porter la voix des classes populaires, quasi absentes des médias et de la politique. De celles et ceux formant la majorité qui produit la richesse et n'en profite pas. Ainsi, notre ligne éditoriale ne sera pas changée, nous poursuivrons notre combat pour fournir une autre vision de la société, de l'économie et du monde que celle tartinée dans les grands journaux libéraux, qui se ressemblent de plus en plus. Nous serons même renforcés par une nouvelle génération de contributrices et contributeurs, actifs aujourd'hui en politique et dans les luttes de terrain.

Nous nous réjouissons de vous retrouver le 4 mars pour un premier numéro de la *Voix Populaire*, nous sommes sûrs que notre nouveau média saura vous plaire autant que *Gauchebdo*. Nous ferons notre possible pour cela! ■

Paris Kyritsis,
Joël Depommier
et tout le comité de la Société
d'édition de la *Voix Populaire*



La couverture du futur mensuel est déjà avancée sur une ligne informative et combative.

Gauchebdo devient Voix Populaire

Pour réaliser ce renouveau, *Gauchebdo* fera une pause en février, afin que nous puissions préparer le premier numéro de notre nouveau média. N'hésitez pas à nous soutenir dans ce projet!

Numéro de compte: 12-9325-6

Vote crucial sur l'aide aux médias

SUISSE • Le 13 février, le peuple se prononcera sur un train de mesures de 151 millions en faveur des médias.

L'aide à l'acheminement postal sera augmentée pour les journaux régionaux comme l'était *Gauchebdo*, mais aussi pour la presse associative, de fondations ou de partis (comme le sera *Voix Populaire*), soit près de 1000 titres en Suisse, une thématique peu abordée dans le débat. Publication de l'Association pour les propriétaires respectueux de l'environnement et des relations sociales, la revue *Habitat Durable* défend le paquet. Responsable de projets en Suisse romande, Veronika Pantillon nous explique les raisons de l'engagement de sa publication en faveur du oui.

Pourriez-vous rappeler les caractéristiques de votre revue et expliquer votre soutien à cette loi d'aide aux médias?

VERONIKA PANTILLON Nous sommes une association active sur toute la Suisse. Elle a pour but une gestion économe du sol, une construction ména-

geant au mieux le climat, un habitat sain et des relations équitables en matière de bail et de voisinage. Présents en Suisse alémanique depuis 30 ans, nous diffusons une revue cinq fois par an. Elle tire à 14'500 exemplaires outre-Sarine et à un peu moins de 1000 exemplaires en Romandie, où nous sommes implantés plus récemment.

Avec l'aide indirecte actuelle pour l'acheminement postal, nous bénéficions d'un rabais postal de 10'000 francs (avec un envoi de notre revue à 18 centimes l'exemplaire) pour notre version alémanique. En Suisse romande, comme nous n'atteignons pas la barre fatidique des 1000 exemplaires adressés, nous ne bénéficions pas de ce rabais et recourons au tarif B pour l'envoi. Par le passé, nous avons pu obtenir un tarif préférentiel de 135 francs pour 750 numéros envoyés, mais la certification de notre journal par la REMP (organe de certification officielle de tirages) nous coûtait 300

francs par année, alors nous avons abandonné cette voie.

Nous défendons le paquet de soutien aux médias, car il prévoit de faire passer cette aide indirecte pour la presse associative de 20 à 30 millions. Nous estimons que notre revue recevra le même montant d'aide indirecte ou légèrement davantage. Plus généralement, ce soutien continuera à renforcer la diversité de la presse et les journaux ou revues indépendantes. En cas de refus, on peut s'attendre à ce que l'aide indirecte actuelle soit remise en cause au Parlement.

Ce train de mesures prévoit aussi une nouvelle aide directe de 30 millions pour développer les médias numériques sur sites payants. Est-ce qu'elle vous sera utile?

Même si beaucoup de lecteurs et lectrices préfèrent un envoi électronique, nous ne sommes pas concernés par ce volet de l'aide. Il s'adresse avant

tout aux Pure Players (offres exclusivement sur Internet) payants. Nous nous concentrons sur l'aide à l'acheminement postal. Il faut que les électeurs et électrices se rendent compte qu'elle sera profitable à de nombreuses associations au profil très varié – presse de partis, clubs de sports, Club alpin suisse.

Cette aide va aussi profiter aux grands groupes de presse, notamment pour l'acheminement matinal de leurs publications, cela ne vous gêne pas?

Même s'il est clair que cette aide profitera aussi aux grands groupes et qu'il serait indispensable de se prémunir contre une concentration accrue des médias, on peut espérer qu'ils engageront du personnel, notamment des journalistes pour consolider leur offre éditoriale afin de développer un journalisme de qualité. ■

Propos recueillis par JDr

Brèves du Grand Conseil vaudois

La défaite du jour

Pour notre motion demandant de lutter contre toute discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre.

L'irrespectueux du jour

Le député qui parle des ACBDE etc. pour parler des personnes LGBTIQ.

La défaite du jour

Pour notre motion réclamant un contrôle des finances publiques plus transparent et plus indépendant.

Notre dépôt du jour

Interpellation sur la nouvelle obligation de prendre la pilule abortive devant le/la médecin.

Le succès du jour

C'est oui à la demande de prolonger le M2 jusqu'au Chalet-à-Gobet.

Le chiffre du jour

279'716'000.- de crédit accordé pour la construction du M2 et du M3.

Notre question du jour 1/4

Quels sont les usages en matière d'écoute et de surveillance des activistes politiques?

Réponse du CE: On ne surveille pas les militant.e.s... mais si on doit le faire, on suit la législation fédérale.

Notre question du jour 2/4

Comment éviter les situations de surendettement aux jeunes adultes en difficulté qui suivent une formation (FORJAD)?

Réponse du CE: Oui il y a quelques pistes...

Notre question du jour 3/4

Le Conseil d'Etat a-t-il l'intention de renforcer sa campagne de prévention contre le harcèlement sexuel au sein de son administration?

Réponse du CE: Oui nous continuons d'améliorer notre prévention à ce sujet.

Notre question du jour 4/4

Le Conseil d'Etat doit revoir son règlement sur les conflits au travail. Va-t-il ouvrir les négociations avec les syndicats de la fonction publique en vue de cette révision?

Réponse du CE: Oui, ils seront intégrés à cette réflexion. ■

Céline Misiego

AGENDA

Soirée de soutien aux prisonniers en Turquie

Dimanche 30 janvier, dès 17 h, à la Maison des associations, au siège de l'Asop - Genève. Rue des Savoises 15, Genève

Depuis le coup d'Etat manqué contre Recep Tayyip Erdoğan, le 15 juillet 2016, la Turquie vit au rythme des purges. Soirée de débat.

L'aide au média, vitale?

Mardi 1^{er} février, 12h30 - 13h45, CSP

Domaine de Penthes, Genève

Avec différents invité.es, dont *Gauchebdo*.

A découvrir sur www.pressclub.ch, canal YouTube.

Urgence climat, pénurie: le nucléaire une solution?

Judi 10 février, 20h-22h, Uni-Mail.

Bd du Pont-d'Arve, Genève

Débat avec Delphine Klopfenstein Brogkini, conseillère nationale et Christian Brunier, directeur général des SIG.

L'expérimentation animale en question

SUISSE • Très émotionnelle, l'initiative en faveur de l'interdiction de l'expérimentation animale et humaine est rejetée par tous les partis.

Lancé par des citoyens de Saint-Gall en 2017 et déposée en 2019, soutenu en Suisse romande, par la Ligue Suisse contre l'expérimentation animale et pour les droits des animaux (LSCV), le texte vise à interdire l'expérimentation animale et humaine dans la recherche en Suisse, ainsi que l'importation ou l'exportation de tous les produits qui auraient bénéficié de ces recherches.

Pour la LSCV, association basée à Genève et abolitionniste, l'expérimentation animale serait inutile. «Il y a suffisamment d'exemples qui démontrent que la recherche sur les animaux n'est pas seulement une pratique cruelle, mais aussi un moyen de recherche qui freine l'innovation. Dans le domaine de la toxicologie, les modèles animaux ne sont pas capables de prédire dans un cas sur deux la toxicité d'une nouvelle molécule pour l'humain. Dans le domaine de la recherche appliquée, après avoir été développés sur des animaux, 9 médicaments sur 10 devront être abandonnés une fois testés sur des êtres humains», assure-t-elle. Elle pointe aussi les manquements des programmes fédéraux de substitution dénommés «3R» (remplacer, réduire, affiner). «Durant presque 30 ans, le Conseil fédéral a soutenu le fonctionnement de la Fondation recherche 3R, qui, à part décourager les chercheurs à se lancer dans une carrière sans expérimentation animale, n'a pas fait grand-chose d'autre», affirme-t-elle. Rappelons qu'en Suisse, plus de 550'000 animaux (primates, rongeurs ou même oiseaux) sont encore utilisés à des fins expérimentales contre 2 millions dans les années 80.

Menaces sur la recherche et la santé

Se passer de l'expérimentation animale et humaine? L'avis est loin d'être partagé par l'association Médecine Universitaire Suisse (Unimeduisse), qui regroupe les hôpitaux universitaires de Bâle, Berne, Genève, Lausanne et Zurich, ainsi que les cinq facultés de médecine de Suisse. Elle considère que l'interdiction des tests sur les animaux compromettrait quasiment toute la recherche de nouveaux principes actifs, pour lesquels les normes internationales requièrent souvent une expérimentation animale afin de prouver leur innocuité. Elle assure



Les opposants à l'initiative craignent une paralysie de la recherche suisse et une interdiction d'importation de médicaments.

LDD

aussi que la Suisse dispose d'un arsenal législatif complet «permettant de garantir une recherche médicale responsable» et une réglementation, «les plus strictes du monde». «Le principe des 3R figurant dans la loi exige que les expériences sur les animaux soient autorisées uniquement s'il n'existe aucune méthode alternative, que le nombre d'animaux de laboratoire soit limité au strict minimum et que les méthodes d'expérimentation et les conditions de détention soient les moins contraignantes possibles pour les animaux», explique Unimeduisse.

Une autre raison du rejet a trait à l'interdiction d'importation de médicaments développés à l'étranger ayant fait l'objet de tests sur les animaux ou d'études cliniques impliquant des patient.es. «Il en résulterait une médecine à deux vitesses. Les patient.es aux revenus élevés se rendraient tout sim-

plement à l'étranger afin de bénéficier de traitements vitaux qui ne seraient plus disponibles en Suisse», souligne l'association universitaire dans un communiqué. «Avec l'interdiction de la recherche impliquant des êtres humains, les patient.es suisses se verraient refuser toute participation à des études cliniques. Cela inclut potentiellement des traitements susceptibles de sauver des vies», note-elle encore.

Au niveau des partis, l'unanimité règne et tous – même à la gauche de la gauche ou au Parti évangélique – refusent l'initiative. Celle-ci «aurait des répercussions considérables pour la recherche suisse et pour notre système sanitaire. En cas d'acceptation, l'impact négatif l'emporterait nettement. Autrement dit: l'initiative jette le bébé avec l'eau du bain», relèvent ainsi les Vert.es. ■

JDr

Congé maternité sauvé

NEUCHÂTEL • Un amendement du PLR visant à réduire la durée du congé maternité a été rejeté.

Le Grand Conseil neuchâtelois débattait ce mercredi d'une motion de la gauche demandant que le congé maternité pour la fonction publique s'applique dès le jour de l'accouchement. En effet, en cas de congé maladie pris avant le terme, les collaboratrices de l'Etat peuvent voir leur congé maternité amputé de trois semaines.

Pour rappel, c'est en 1981 que le Grand Conseil neuchâtelois, composé alors de 92% d'hommes, introduisait un congé maternité pour la fonction publique de 17.4 semaines pour 100% de salaire. Neuchâtel était à l'avant-garde du progrès social. Sur le plan fédéral, il fallut attendre 2005 pour l'instauration d'un congé maternité pour l'ensemble de la société de 14 semaines, payé à 80%, pour les travailleuses.

Les débats du Grand Conseil ont été l'occasion pour le PLR de demander une réduction de 17.4 semaines à 16 semaines. La popiste Sarah Blum, rapporteure de la commission, a souligné que la plupart des grandes entreprises du canton appliquaient déjà un congé bien plus long que prévu par la loi fédérale et que celui-ci débutait au moment même de l'accouchement. De plus, ces coûts pour l'Etat de Neuchâtel n'étaient que peu significatifs au vu du nombre relativement faible de personnes concernées (une cinquantaine par année).

Au final, l'amendement du PLR visant à réduire la durée du congé maternité a été rejeté par 56 voix contre 35. Le rapport introduisant un départ du congé maternité à l'accouchement fut au final accepté.

Le système social suisse et ses bases paternalistes, pour ne pas dire «patriarcales», a longtemps protégé les femmes et les enfants. D'ailleurs, les premières étaient, il y a peu encore, quasi assimilées aux seconds. Ces protections en faveur des femmes, notamment en matière d'assurances sociales (APG, AVS, Assurance maternité...) sont, pour la droite et au nom d'une pseudo-égalité, une solution de facilité pour les remettre en cause. Or, certains acquis sociaux des femmes, notamment dans le cas des congés maternité, doivent au contraire devenir la norme, voire une étape, dans cette «lutte obstinée pour ce temps quotidien».

Alcool interdit pendant la chasse

Autre décision du Grand Conseil: l'abus d'alcool est désormais interdit lors de la chasse sur territoire neuchâtelois. Le projet du popiste Armin Kapetanovic a passé la rampe du Grand Conseil. Celui-ci avait vu le jour en 2018 après qu'un chasseur alcoolisé avait mis en joue un cycliste! Neuchâtel est ainsi le premier canton romand à légiférer sur cet objet. ■

Cédric Dupraz

Place à la transparence

JURA • Les Jurassiennes et les Jurassiens se prononceront sur une initiative du Parti socialiste et un contre-projet du Parlement.

L'initiative demande que les comptes annuels des organisations politiques soient publiés, ainsi que les sources de financement des organisations participant à des campagnes se rapportant à des élections et à des votes populaires. La raison sociale des personnes morales qui contribuent au financement des activités politiques devrait être rendue publique, ainsi que les montants concernés. Il en serait de même pour les personnes physiques en cas de versement annuel ou occasionnel de plus de 750 francs.

Un contre-projet flou

Le contre-projet est beaucoup moins précis. Il se contente de demander au Parlement d'ajouter dans la loi sur les droits politiques, un chapitre consacré à la publication des comptes des partis et des organisations participant à des campagnes en vue des élections et des votations populaires. Ce texte précisera le cercle des organisations soumises à l'obligation de publier et le montant à partir duquel l'identité du donateur ou de la donatrice sera rendue public.

Les partis de gauche et du centre, PS, CS-POP, Verts, PCSI, Parti évangélique et Verts libéraux (qui ont ainsi désavoué leurs deux députés) soutiennent l'initiative et recommandent le non au contre-projet. Précisons que dans le canton du Jura, le double oui est possible, mais, contrairement à la Confédération et à la plupart des cantons, il n'y a pas de question subsidiaire. Si les deux textes sont approuvés, c'est celui qui obtient le plus de voix qui est accepté.

L'initiative est évidemment combattue par les partis qui reçoivent des dons importants d'entreprises, soit ceux de droite, PLR, PDC et UDC. Ils soutiennent le contre-projet. Comme ils ont la moitié des sièges au Parlement et que sur cet objet ils ont pu rallier un député PCSI et les deux VL, on n'a guère de garanties quant à une réelle transparence si c'est le contre-projet qui est accepté. Mais il y a de bonnes chances que l'initiative passe. Il y a eu déjà quelques votations cantonales où le point de vue de la gauche l'a emporté sur celui du Gouvernement et de la majorité du Parlement. ■

Jean-Pierre Kohler

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Prison pour femmes

Le 22 novembre 2021 parut dans le journal *Le Courrier* un article sur les 125 ans de la prison pour femmes Hindelbank, dans le canton de Berne, et l'exposition qui lui était consacrée. Il était signé «Fondation Emilie Gourd» (1879-1946), une des figures les plus marquantes du féminisme suisse dans la 1^{ère} moitié du 20^e siècle. Elle fut de toutes les batailles: assurance maladie, assurance maternité, formation des filles, égalité des salaires, accès des femmes à toutes les fonctions, etc., mais son grand combat fut celui du suffrage féminin. Elle mourut 25 ans avant qu'il ne soit voté. Elle fonda en 1912 le journal *Le Mouvement féministe*, qui devint *Femmes suisses*, puis *l'émilie*, enfin le site www.lemilie.org.

La Fondation Emilie Gourd a été créée en 1984 sous l'impulsion de Jacqueline Berenstein-Wavre, dans le but d'encourager et de développer l'information sur les questions féminines et féministes en Suisse romande.

L'historienne Alix Heiniger, professeure assistante à l'université de Fribourg, interroge la réalité socio-économique des détentions de femmes, en particulier celles liées à l'interne administratif.

En 1866, le canton de Berne rachète à la famille von Ehrlach, désargentée, son château pour y installer un établissement destiné aux pauvres, doublé d'un lieu de rééducation. Assumant la triple fonction d'hôpital, de maison d'aliénées et d'établissement disciplinaire, celui-ci accueillera entre 250 et 280 femmes pauvres et souvent handicapées (mal entendant, mal voyantes ou intellectuellement précaires). «Les conditions de vie et d'hygiène y sont très mauvaises», explique Alix Heiniger. En 1911, lorsque le pénitencier pour femmes de St Johannsen est transféré à Hindelbank, qui devient alors le plus grand établissement suisse d'exécution des peines pour femmes, aucune rénovation n'est pourtant entreprise. Les femmes ne représentent qu'une faible part de la population carcérale (environ 5%), mais les progrès sont beaucoup plus lents dans les établissements qui les accueillent. «La vétusté des infrastructures tient au fait qu'il aurait fallu payer une main-d'œuvre externe, tandis que les hommes emprisonnés réalisaient eux-mêmes les rénovations nécessaires dans leur établissement. Le travail des femmes est beaucoup moins rémunéré (tiens donc!) et contribue moins aux revenus de l'établissement.» Les normes d'hygiène et de confort sont pires que celles des hommes. Il n'y a pas d'eau courante à Hindelbank avant 1925 et, en 1934, on compte 7 douches et 4 baignoires pour une centaine de femmes: une douche éclair prise toutes les 4 à 6 semaines, avec un bout de savon insuffisant.

Alors que 2/3 des femmes entrées à Hindelbank sont mères, la maternité est longtemps restée un «angle mort» de la détention, note Alix Heiniger. Jusqu'en 1960, les femmes allaient accoucher à Berne et revenaient sans leur enfant, confié à l'adoption. Le Schweizerische Evangelische Frauenhilfe (SEF), convaincu que le lien avec leur enfant peut aider les femmes à sortir de leur isolement, joue un rôle actif sur ce point: sa directrice, Nina Leupold-Stehlin, réclame une section spéciale pour les nourrissons, qui sera instaurée en 1962. Actuellement, les enfants accompagnent leur mère jusqu'à 3 ans et fréquentent la crèche du village. Pour Nina Leupold-Stehlin, les femmes devaient être occupées à un travail utile pour elles. Elle proposera donc, sur leur temps libre, des cours de langue, de commerce, ou de dactylographie. La rémunération du travail distingue également détenues et détenus: malgré l'obligation de travailler, aucun pécule n'est accordé aux femmes de Hindelbank jusque dans les années 1960. Elles ne peuvent donc pas épargner en vue de leur sortie. La prison a souvent un impact dramatique sur les relations familiales. Seuls deux établissements d'exécution des peines et mesures accueillent aujourd'hui des détenues en Suisse, Hindelbank (BE) et la Tuilière, à Lonay (VD). Or leurs proches n'ont pas toujours la possibilité d'effectuer un trajet, long et coûteux, pour leur rendre visite, et entretenir ainsi des liens précieux, facteurs de socialisation.

Les internements administratifs

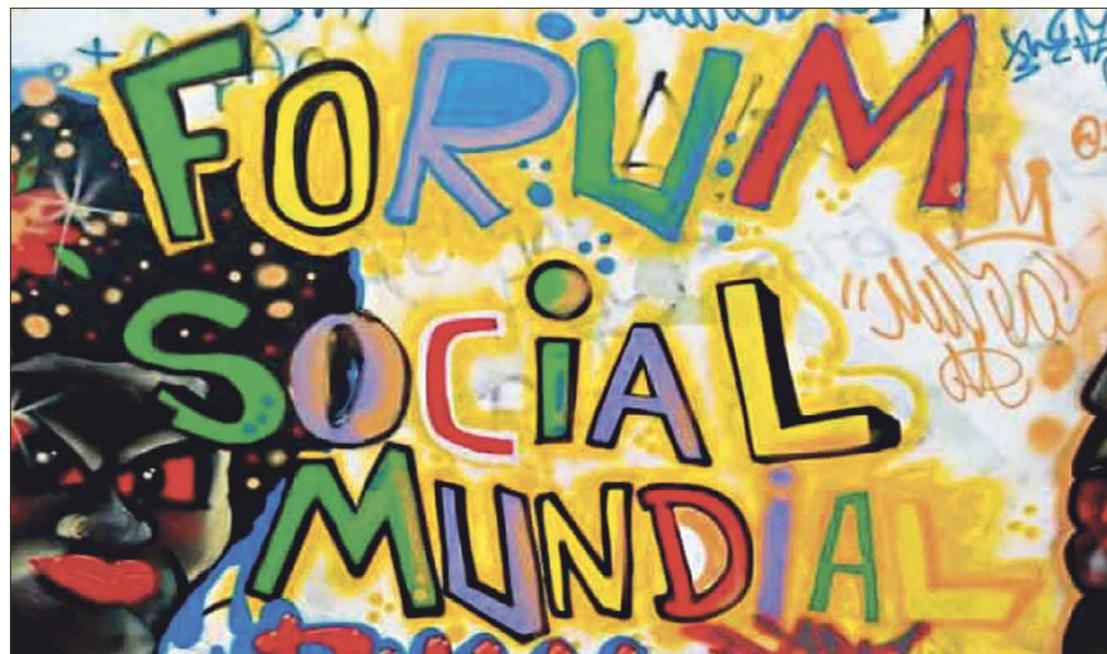
Entre 1890 et 1910, le château de Hindelbank devient un établissement de rééducation pour femmes accusées de «fainéantise» ou de «mode de vie dépravé». Le travail auquel ces femmes pauvres ou mères illégitimes sont astreintes est supposé les remettre «dans le droit chemin». Ces internements administratifs se font sans procès ni condamnation et punissent des non-délits, une pratique largement acceptée par la population. En 2003, Ursula Biondi est l'une des premières à avoir brisé le silence. En 1967, elle est incarcérée à l'établissement pénitentiaire de Hindelbank. Son seul crime: être enceinte de cinq mois, non mariée et déterminée à garder son enfant. Elle a 17 ans quand elle revêt l'uniforme brun des «administratives». Contrairement aux «bleues», condamnées, elle travaille quasi gratuitement toute la journée et ignore quand elle pourra sortir. Elle passera finalement 373 nuits dans sa cellule de 8 m², raconte l'historienne Katrin Rieder dans l'exposition anniversaire. Ses parents, modestes, payent 550 francs par mois pour sa pension. En échange de leur accord, le service des tutelles promet des mesures éducatives et la protection de l'enfant. Dix jours après sa naissance, il est confié à une famille adoptive. Ursula Biondi se bat trois mois durant pour qu'il lui soit rendu, refusant de signer les papiers de l'adoption. Elle finira par pouvoir le ramener à Hindelbank. Son récit a contribué à déstigmatiser les victimes d'internement administratif et à permettre une forme de réhabilitation. C'est sous la pression de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) que la Suisse adapte enfin son code civil. La détention administrative disparaît à partir de 1981. En 2019, la commission indépendante d'expert.es (CIE) mandatée estime à quelque 60'000 personnes les victimes d'internement administratif en Suisse, dont de nombreuses femmes de Hindelbank.

On se pince en apprenant que des filles étaient encore enfermées sans jugement jusqu'en 1981, 13 ans après Mai 68, 10 ans après le droit de vote féminin... Cette stigmatisation des jeunes filles enceintes (souvent à la suite d'un viol) et leur emprisonnement font tristement penser aux couvents-blanchisseries de la Madeleine en Irlande, qui séquestrèrent et exploitèrent quelque 30'000 femmes de 1922 à 1996.

Huguette Junod

Altermondialisme contre pandémie, un match difficile

FSM • Une fois de plus, la pandémie a joué un mauvais tour au mouvement altermondialiste. Le Forum social des Résistances, prévu du 26 au 30 janvier à Porto Alegre au Brésil, ne peut avoir lieu que virtuellement.



Le forum virtuel brésilien servira à préparer le prochain FSM à Mexico en mai 2022.

À la dernière minute, les organisateurs ont dû reporter au mois d'avril prochain la partie présentielle de l'événement, visant à commémorer le 20^e anniversaire de la création du Forum social mondial (FSM). Durant la 3^e semaine de janvier, le Brésil comptait environ 150'000 nouveaux cas de Covid par jour, ce qui constitue un record depuis le début de la crise sanitaire.

L'effet Omicron

L'impact d'Omicron au Brésil a conspiré contre le Forum social des Résistances, auquel des représentant.es de nombreuses organisations et mouvements sociaux brésiliens et latino-américains – ainsi que des délégué.es de divers pays – avaient confirmé leur présence. Le programme initial prévoyait quatorze assemblées de convergence et en parallèle un Forum social de la Démocratie. Le nouveau programme du Forum social des Résistances a été remanié en format numérique¹.

La *Rencontre transnationale des réseaux en route vers le Forum social mondial de Mexico* est déjà confirmée dans le programme virtuel du samedi 29 janvier. «Nous le proposons comme un lieu de rencontre qui réunit le plus grand nombre possible d'acteurs sociaux», explique Carminda Mac Lorin, directrice générale de l'organisation canadienne Katalizo² et l'une des promotrices de cette rencontre virtuelle. Elle explique au média *Le Courrier* que l'objectif est de réfléchir aux contenus qui devraient faire partie de l'ordre du jour du prochain Forum social mondial, à Mexico du 1^{er} au 7 mai 2022.

«Nous sommes convaincus que les forums sociaux sont des flammes d'espoir pour la société civile mondiale, surtout à ce stade complexe de l'humanité», explique la directrice de Katalizo. Elle ajoute: «Nous voulons créer des espaces pour que les jeunes et les mouvements sociaux – qui continuent à promouvoir des centaines de luttes locales et régionales dans le monde – puissent les partager, en favorisant les agendas et les confluences.» Madame Mac Lorin, qui est également membre du Conseil international du FSM, a joué un rôle important dans l'organisation du FSM à Montréal, en 2016.

Signes d'optimisme

Tout en reconnaissant «les difficultés et les obstacles que la pandémie a également imposés à la mobilisation sociale au niveau mondial», elle voit des signes d'optimisme dans de larges secteurs de la jeunesse qui veulent participer et renforcer les processus de transition, notamment dans les domaines social et climatique. «Nous avons prévu d'être présents au Forum des Résistances de Porto Alegre, avec un groupe de jeunes Canadiens. Bien qu'il n'ait pas été possible de faire le voyage en raison du changement de calendrier dû à la pandémie, nous préparons déjà une délégation de jeunes pour participer à la réunion au Mexique», ajoute-t-elle.

La militante altermondialiste prévoit que le prochain FSM, dans la capitale aztèque, aura une formule hybride, c'est-à-dire avec des activités présentielles aussi bien que virtuelles. Elle souligne qu'il sera essentiel d'intégrer, sous une forme entièrement virtuelle, les expériences du dernier Forum social mondial de janvier 2021. Celui-ci avait ras-

semblé près de 10'000 participant.es issu.es de 1300 organisations de 144 pays, qui ont organisé 800 activités en ligne.

Le 27 novembre dernier, des représentant.es des Mouvements Mondiaux d'Afrique, d'Asie, d'Europe et des Amériques ont rencontré le Groupe de facilitation (groupe local d'organisation) du FSM au Mexique et les membres du Conseil international du FSM. Lors de cette réunion numérique, l'appel de mai a été ratifié. Des mécanismes ont été adoptés pour que les mouvements et organisations sociales très diversifiés s'impliquent activement dans la préparation du FSM.

En outre, l'agenda des activités que ces mouvements sociaux prévoient de promouvoir sur les quatre continents, jusqu'à la réunion de Mexico, a été mis à jour. D'autre part, la constitution de cinq commissions a été approuvée pour assurer le succès de l'événement: programmation; communication et diffusion; mobilisation; systématisation, ainsi que la commission qui assurera la mise en œuvre de la méthode hybride – présentielle et virtuelle – de cet événement.

Plusieurs des participant.es à cette réunion préparatoire ont fait part de leurs inquiétudes quant à la possibilité qu'à leur arrivée à la frontière mexicaine, les journalistes et les membres des mouvements sociaux soient discriminé.es par des restrictions migratoires et ont exploré les moyens d'éviter cela.

Espace du mouvement altermondialiste

Vingt ans après sa naissance au Brésil, le FSM – sans doute le principal espace du mouvement altermondialiste – est confronté non seulement à la pandémie, mais aussi aux défis de sa propre survie. Les voix critiques ne manquent pas: certain.es soulignent que le processus né à Porto Alegre en 2001 est déjà épuisé; d'autres proposent de réviser la Charte des principes³. Celle-ci ayant encadré conceptuellement le FSM pendant deux décennies, l'idée d'un changement de cette Charte pourrait générer une nouvelle dynamique pour cet espace international.

Il reste une riche histoire de 20 ans avec des dizaines de réunions multinationales: Porto Alegre, Mumbai, Nairobi, Belém de Pará, Dakar, Tunis, Montréal, entre autres. La réunion de Salvador de Bahia, en mars 2018, était la dernière en format présentiel et a rassemblé plus de 80'000 participant.es. Une histoire qui regroupe également des centaines de rencontres thématiques, régionales et continentales, ainsi que des mobilisations citoyennes transcendantales, dans les coins les plus divers de la planète.

Souvent considéré comme mort par ses détracteurs, le FSM – conçu en 2001 comme «l'autre Davos» et convaincu qu'un autre monde est possible – refuse de baisser les bras. Bien que décimé, il continue à lutter pour son existence et tenter de dynamiser les divers acteurs sociaux planétaires, afin de trouver des alternatives viables à un système hégémonique qui mène la planète à sa propre autodestruction. ■

Sergio Ferrari

Traduction Rosemarie Fournier

¹ www.forumsocialdasresistencias.org.br/_files/ugd/fb3f63_84e4d86c5c3b4e569d3f43c028edfcea.pdf

² www.katalizo.org

³ <https://local.attac.org/attac45/spip.php?article520>

Sur les ailes du oud et de la poésie

MUSIQUE • Les arabesques expérimentales inspirées de la joueuse d'oud et chanteuse palestinienne Kamilya Jubran associent musiques d'hier et d'aujourd'hui aux poèmes de l'exil révélant la douleur du monde.

Féru de oud, ce luth arabe à cordes pincées riche d'une histoire millénaire, la musicienne Kamilya Jubran est une adepte d'accords étirés jusqu'à leur effacement qu'accompagnent de mystérieuses dissonances. Dans le chant et la musique, l'artiste mêle des éléments traditionnels à des dimensions plus contemporaines, jazz, blues, électro voire rock.

«Mon essai est de reconstruire l'histoire de la musique traditionnelle arabe, dont je suis issue, en la faisant voyager ailleurs», relève l'artiste en entretien. À l'origine, elle est initiée à la musique classique et à celle du Proche-Orient au foyer familial. Ensuite, il y eut l'expérience d'une ample recherche musicale au sein du groupe Sabreen fondé dans les années 80 à Jérusalem-Est. Installée dès 2002 en France, elle découvre un contexte autre plus exposé à de multiples expressions musicales. «Si je puis être influencée par la musique classique égyptienne, dont Oum Kalsoum, et celle de Grande Syrie, c'est pour mieux les oublier et imaginer mon propre chemin dans la composition.»

Poèmes de l'exil

Un concert tenu à la genevoise Cave 12 en décembre dernier fut rehaussé par un large éventail poétique autour d'exils et migrations que l'artiste chante en arabe. Aux yeux de la compositrice, la place de la poésie est essentielle dans sa musique. Prenez l'Irakien Fadhil Al-Azzawi, qui a impulsé une révolution poétique et prosaïque saluée dans tout le Proche-Orient: «Avec un bâton pour conduire le bateau de mon esprit tourmenté/Aveugle, dans le labyrinthe des océans du monde», entend-on (*Attendant un miracle*).

«Chacun parle à sa manière de la laideur, la douleur et l'agressivité du monde», soutient la musicienne. Ainsi le poète Salman Masahla. «Qui prendra de ma langue ma qualité, piégée dans une tombe/que le vent a sculpté avec mon silence?» s'inter-

roge-t-il dans *Siwa (Sauf)*. L'écrivain arabe israélien avance «qu'il n'acceptera plus jamais les choses, hors la manière dont il les voit, ce qui rejoint ma manière de concevoir mon chemin», relève Jubran. En son Liban natal, l'écrivain Paul Chaoul fut déchiré par la guerre civile. Il évoque un personnage allant tous les jours au café avec le même journal. «Pour *Miftah al Ghorfa (La clé de la chambre)*, le poète s'interroge: faut-il s'asseoir ou se mettre debout? Chez lui, doit-il dormir ou rester debout? Existe-t-il ou non un lit? C'est peut-être abstrait, mais cela raconte beaucoup.»

La compositrice, chanteuse et musicienne souligne la chance d'avoir connu un père luthier, qui construisait ses instruments à la maison, notamment le kanoun (lié au groupe des cithares sur table) et l'oud. «Kanoun et oud étaient un peu mes poupées. Mon père ne concevait pas l'oud en quart ou demi-ton comme c'est le cas pour les violons. Devenue adulte, j'ai davantage joué du oud, sachant comment il fonctionne et sa sonorité, le revisitant aussi.»

Bien que cette Palestinienne de nationalité israélienne née en 1963 et grandie à Rameh (Galilée), ne retienne pas le terme de *fusion*, force est de constater que sa pratique de l'instrument s'en va musarder sur bien des sentiers. Côté oud, elle relève des influences multiples: jazz, blues, death metal, minimalisme et sérialisme américains, blues et musique contemporaine inspirée par l'œuvre d'Olivier Messiaen. Ses compositions sont souvent à la recherche d'une symbiose, qui tutoie parfois le mystique sans oublier le groovy.

Large palette

En témoigne sa fructueuse collaboration avec le trompettiste et musicien bernois Werner Hasler rencontré en mai 2002 (dernier album en date, *Wa*). L'homme est issu du jazz et désirait expérimenter du côté de



La musicienne et chanteuse Kamilya Jubran célèbre notamment l'écrivain palestinien Hussein Al-Barghouti et «la magie de ses poèmes».

Randa Shaath

l'électro des sons jadis défrichés à la trompette. Kamilya Jubran, elle, venait de clore un compagnonnage avec la formation de rock arabe Sabreen croisée alors qu'elle préparait un diplôme d'assistante sociale. Sa collaboration avec Hasler privilégie des syncopes électro penchant parfois du côté de la techno déstructurée. Son minimalisme est alors souvent dansant, bluesy et fortement ancré dans les traditions orientales.

Son chant participe d'une belle connaissance de certaines musiques médiévales. Il refigure aussi, jusque dans sa dimension incantatoire, le

souvenir d'Oum Kalsoum. Au temps de la Guerre des Six Jours en 1967, Kamilya Jubran, alors haute comme trois pommes ans, chante à quatre ans l'icône égyptienne. Avec en rumeur de fond des bombardements aériens qui la hante encore.

Sous pandémie, Kamilya Jubran initie une plateforme évolutive d'échanges artistiques au gré d'improvisations entre musiciens. «ne se connaissant pas forcément», *Terrae Incognitae*. Elle y convie notamment la Libanaise Youmna Saba, «venue du *noise*, mais connectée au monde arabe avec son oud traité».

Celle-ci signa la première partie de soirée à la Cave 12 par une composition voyant le chant et la tradition réinventés par un micro placé à l'intérieur du oud. L'instrument ouvre ainsi sur des nappes synthétiques éthérées et songeuses. On se remémore alors le poète Paul Chaoul chanté plus tôt par Jubran: «Pourquoi ton vieillissement ne serait-il pas juste à toi sans contamination des écrans, des histoires et des guerres?» ■

Bertrand Tappolet

Kamilya Jubran, à écouter sur bandcamp.com; site de l'artiste: kamilyajubran.com

Edouard Louis et l'injustice de classe

LIVRE • Véritable phénomène littéraire, tenant d'un récit autobiographique sans concession et parlant des rapports entre dominés et dominants, Edouard Louis était de passage à Genève à la Maison Rousseau et Littérature.

En 2014, Edouard Louis fait à 22 ans une entrée fracassante en littérature avec son livre coup de poing, *En finir avec Eddy Bellegueule*. Retraçant son enfance et son adolescence dans une famille du quart-monde de Picardie, il relate ses rapports difficiles avec un père autoritaire, électeur du FN et une mère, victime de son milieu et génitrice de sept enfants. Les prolétaires ne sont pas tous des saints. Le livre raconte aussi les brimades que reçoit cet enfant efféminé dans son village. Il ne révélera son homosexualité que bien plus tard.

Anatomie de l'oppression

Suivront plusieurs autres livres, l'un, très politique, consacré à la figure paternel, *Qui a tué mon père?* Ce récit met directement en cause les décisions politiques des gouvernements Chirac, Sarkozy et Macron sur le sort de sa famille, quand l'instauration du Revenu de solidarité active (RSA) oblige son père accidenté à chercher du travail malgré son handicap dû à un accident de travail. «Plus on est dominant, plus on doit être responsable», martèle-t-il.

Pour *Combats et métamorphoses d'une femme*, il revient sur la figure maternelle. En divorçant, elle s'est libérée de la «domination masculine». «Son oppression l'a conduite à m'oppresser», relève-t-il. Avec son dernier opus, *Changer: méthode*, Edouard Louis raconte son évolution, la sortie de son milieu originel à travers la culture, la formation au lycée d'Amiens, les études universitaires, puis l'entrée en littérature et la reconnaissance internationale.

À l'occasion d'une dense conférence à Genève, l'auteur a pu nous faire entrer dans le laboratoire intime de sa création. Sur son milieu d'origine, il n'hésite pas à parler d'«injustice de classe». Celle-ci induit des écarts de mode de vie comme l'a bien analysé le sociologue Pierre Bourdieu. Alors qu'à Amiens, une amie de lycée lui apprend à tenir ses couverts et le théâtre, qui permet la libération, il se souvient des loisirs familiaux: journées de 7 heures devant la télévision à dévorer des séries de télé-réalité et promenade du samedi au supermarché pendant des heures, sans rien acheter, par manque de moyens. Sortir de la domination est long et

laborieux, assure l'écrivain, constatant qu'aujourd'hui son père a décidé de voter pour la gauche et Jean-Luc Mélenchon.

Soumission comme révolte

«Quand on écrit, on se bat aussi pour ceux qui n'ont pas accès à la culture, pour que la soumission devienne une révolte contre ce monde» explique-t-il, soulignant qu'il multiplie les apparitions au théâtre, en interviews ou en conférences pour faire connaître ce combat à ceux qui n'ont pas l'habitude de lire des livres. «En ce qui me concerne, les dominants m'ont donné les armes pour les combattre», relève-t-il.

Dans le sillage des auteur.es Annie Ernaux ou Didier Eribon creusant une veine sociologique et autobiographique, Edouard Louis défend une littérature de confrontation avec le réel «pour forcer les gens à voir». Passer à autre chose? Sur ce point, la conférence laisse entendre qu'Edouard Louis n'en a pas fini avec son sujet, que son statut de «transfuge de classe» fait l'objet d'une réflexion continue et que sa libération-rédemption n'est pas achevée, englobant aussi

celle de la société en son entier, lui, qui a soutenu les Gilets jaunes ou la militante antiraciste Assa Traoré.

Douleur et risque

«Changer implique un coût d'arrachement et de douleur, en laissant des choses derrière soi ou en amenant d'autres avec soi. Toute ma vie, je questionnerai ma position, mais ma libération passe par un questionnement du contexte historique et politique», précise-t-il, rappelant que le thème du changement social était un central dans les romans du XIX^e siècle, chez Stendhal, Zola ou Balzac. «J'ai déjà essayé d'écrire de la fiction, mais je m'ennuie vite de mes personnages», confie-t-il. Edouard Louis précise que «l'autobiographie le saisit à la gorge et elle implique un risque». La fiction, elle, «n'est pas assez irritante». D'où aussi un programme esthétique «pour en finir avec les marottes d'écrivains» et revaloriser le pathos ou rejeter les non-dits. Une autre forme d'écriture qui lui va bien. ■

Joël Depommier

Election au Conseil d'Etat:
Entretien avec les deux
candidats Popistes 2



**Election au Grand
Conseil: toutes
les listes du POP 3**

**Le POP a lancé sa campagne,
tout en fêtant
l'indépendance vaudoise 4**



ÉLECTIONS CANTONALES 2022

Pour une transformation du politique

Le 20 mars prochain, le peuple vaudois élira ses représentants au Grand Conseil et au Conseil d'Etat. La fin d'une législature sonne généralement l'heure du bilan. Après cinq années d'exercice d'un Grand conseil à majorité de droite, et d'un Conseil d'Etat à majorité dite «de gauche», quels constats en tirer?

Edito

Une écologie solidaire et populaire!

Il n'est plus à démontrer qu'en matière d'écologie, on ne peut plus se contenter de la politique des petits pas. Résoudre la problématique de l'urgence climatique doit être une des priorités, mais à quel prix?

Les Verts et le PS défendent une écologie basée sur la responsabilisation des individus tout comme la droite – qui depuis quelques années veut nous faire croire qu'elle est devenue écologiste. La responsabilité individuelle ne marche pas si on veut sauver la planète. Certes, les individus doivent appliquer des gestes du quotidien, mais on ne peut reporter tout le poids de la lutte contre le réchauffement climatique sur les seuls citoyens et citoyennes. De plus, ne miser que sur des pratiques de consommation plus ou moins «écoresponsables» au niveau individuel est une stratégie vaine, inefficace et qui ne permettra pas d'atteindre suffisamment rapidement les objectifs fixés dans le cadre de l'accord de Paris notamment.

Deuxièmement, entre la gauche gouvernementale, la droite et les milieux économiques, on nous propose souvent des compromis visant à inciter à prendre des mesures, en passant souvent par des taxes totalement antisociales qui priveraient les classes populaires et les travailleurs/euses...

Nous ne pouvons et ne devons pas faire de l'écologie un combat de privilégiés où les plus vulnérables, les classes populaires et les travailleurs/euses deviennent victimes d'un système antisocial. D'ailleurs, il est établi que les travailleurs/euses les plus précaires sont les plus exposés aux produits chimiques et toxiques, que ce soit dans des usines ou sur des exploitations agricoles. C'est pourquoi le POP défend une écologie populaire qui vise à lier les questions environnementales et écologiques aux questions économiques et sociales de la population. Nous voulons une écologie solidaire!

Donc, il devient urgent de nous attaquer à la racine du problème, à savoir que le capitalisme est la première cause du réchauffement climatique et de la disparition de la biodiversité. Les multinationales, la finance, les milieux économiques et les plus riches en sont les principaux responsables. Il n'est plus à tergiverser avec des incitations et sur des mesurette individuelles. Il faut contraindre les véritables pollueurs à payer pour la destruction de notre planète, par des mesures fortes, par des lois contraignantes et en imposant des sanctions conséquentes.

S'attaquer aux pollutions industrielles, aux phytosanitaires dans l'agriculture, inscrire les crimes écologiques dans la constitution, instaurer le principe de la règle verte, se désinvestir des énergies fossiles, instaurer la gratuité des transports publics sont des projets qui pourraient être réalisables à notre échelle cantonale. En matière d'agriculture, consommer locale est une chose, mais en contre-partie il serait nécessaire de limiter ou taxer les importations de produits agricoles que nous ne pouvons produire chez nous. Et donc remettre en question le libre-échange. C'est pourquoi nous voulons instaurer une souveraineté alimentaire cantonale. Enfin, manger des bons produits locaux, sains et bios, est encore un luxe pour beaucoup de gens, nous devons nous battre pour que cela soit accessible à toutes et tous.

Pour une écologie populaire et solidaire, voter les listes POP à l'élection du Grand Conseil du 20 mars prochain!

Christophe Grand



Premier stand du POP Lausanne pour les élections cantonales.

François Graf

Alors que le peuple vaudois et les communes vaudoises subissaient directement les graves conséquences de la baisse de la fiscalité des entreprises par le biais de la RIE3 – soutenue activement par le PS qui réaffirmait une fois encore son accointance avec la bourgeoisie et le patronat – la réforme vaudoise constituait alors le fer de lance pour la RFFA, sœur jumelle de la RIE3 sur le plan fédéral cette fois. Le PS prétendait espérer que la RIE3 mette fin aux régimes spéciaux accordés aux multinationales? Il n'en est rien: les arrangements fiscaux entre les multinationales et le fisc vaudois sont toujours possibles, comme le montre l'affaire Monsanto qui a été exonéré d'impôts durant 10 ans et dont le Tribunal cantonal a donné raison pour ce non-paiement.

Alors que les entreprises multinationales qui s'adonnent à des activités commerciales mortifères pour la planète et la biodiversité bénéficient d'absolument tous les droits, les petites gens subissent les pires des attaques frontales de la part d'une bourgeoisie cantonale qui compte à peine leur laisser des miettes: en effet, ce n'est qu'à une voix près que la motion du député popiste Marc Vuilleumier visant à résoudre des effets non désirés d'une modification de la fiscalité se répercutant sur les catégories les plus pauvres de la population (bénéficiaires des prestations complémentaires) a été acceptée par le Parlement vaudois.

Outre les enjeux fiscaux, la législature 2017-2021 a bien évidemment été marquée par le déclenchement de la pandémie de COVID-19, dont la gestion de crise a été assumée dans le

canton par la conseillère d'Etat socialiste Rebecca Ruiz. Si la plupart des prérogatives quant à la gestion sanitaire ont basculé vers le Conseil fédéral, il n'en reste pas moins que dès 2020, le personnel soignant du canton a connu une mise sous pression sans précédent. Hôpitaux surchargés, personnel fatigué, salaires stagnants: alors que Rebecca Ruiz faisait la sourde oreille face aux syndicats, le personnel soignant soutenu par les syndicats et partis de gauche, dont le POP, a manifesté toute sa colère dans les rues de Lausanne. Ceci, dans un contexte de démantèlement ambiant du service public: la droite manifeste clairement son ambition de privatisation du CHUV, alors que le PS se fait timide sur le dossier.

À la crise sanitaire et sociale s'ajoute évidemment la crise écologique, dont les manifestations sans précédent pour le climat n'ont pas fait sourcilier le Parlement vaudois. Outre une révision de la Loi sur la taxe automobile, qui montre encore une fois que le seul instrument envisagé pour réduire l'empreinte carbone passe par l'augmentation de taxes, aucune mesure forte n'a été envisagée pour s'attaquer aux gros pollueurs (en premier lieu les grandes entreprises) et au train de vie des plus riches.

Combien de temps allons-nous encore assister au démantèlement du service public, à l'augmentation du chômage, à la pauvreté croissante, et à l'accélération du réchauffement climatique? Pour le POP, les élections ne sont pas un but en soi, mais une opportunité de s'engager pour une véritable transformation de la société. Jusqu'à présent, les

mesures prises pour résoudre les crises actuelles sont imposées par le grand capital et ses représentants politiques, avec l'assentiment de la gauche bourgeoise. Bien évidemment, la lutte parlementaire ne résoudra pas les problèmes du capitalisme. Mais elle permet, avec une juste représentation de la gauche populaire et authentique, de mieux faire entendre les revendications des travailleurs et travailleuses, retraités, indépendants, étudiants, et agriculteurs. De plus, les décisions prises par le Grand Conseil touchent directement notre quotidien: travail, santé, assurances sociales, chômage, mobilité, éducation... Dans tous ces domaines, et dans bien d'autres, les choix décidés par nos élus ont une influence sur nos vies. Ceci est d'autant plus important que la composition du Grand conseil déterminera la politique menée pour cinq prochaines années dans notre canton.

C'est pour cette raison que nous appelons la population à voter pour une véritable transformation du politique, en votant les listes POP dans les districts du Nord-vaudois, Lausanne, Ouest-lausannois, Riviera Pays-d'Enhaut et Chablais. Sans relâche, nous nous battons pour une meilleure répartition des richesses, pour le maintien des services publics, pour un salaire minimum cantonal, pour un logement accessible pour tous, pour une agriculture forte, pour un système de santé public abordable et universel, et pour des transports publics gratuits dans l'ensemble du canton. Ensemble, remettons le canton de Vaud sur les rails du progrès social! ■

Anais Timofte

ÉLECTIONS CANTONALES 2022

Deux candidats Popistes au Conseil d'Etat

Pour les élections cantonales de mars prochain, le POP présente deux candidatures. Nous les avons rencontrés pour qu'ils nous parlent de leurs projets et campagne.

Pourriez-vous vous présenter en quelques mots?

CÉLINE MISIEGO Je suis employée de commerce, conseillère politique et députée. C'est grâce à des figures féminines comme l'ancienne Municipale de Renens, Marianne Huguenin, et la députée Christiane Jaquet-Berger que j'ai adhéré au POP, il y a une dizaine d'années. Ensuite, j'ai été secrétaire cantonale du POP jusqu'en 2016.

VINCENT KELLER Je suis enseignant en informatique dans un gymnase, auparavant, j'ai été chercheur à l'EPFL. J'ai adhéré au POP en 1991 grâce à l'ancien conseiller national, Josef Zisyadis d'une part et de l'autre parce que mes parents en étaient membres. Depuis tout petit, je baigne dans ce milieu. Et comme Céline, je suis député.

C.M. Il est important de souligner que nous avons deux profils différents et très complémentaires. Il est universitaire, moi pas, il est papa, moi je n'ai pas d'enfant, il est hétéro, moi homosexuelle. Dans notre façon de prendre la parole au Grand Conseil on est très différent. Lui est caustique et piquant et moi, j'essaie d'être plus synthétique.

Dans vos thèmes de campagne, vous proposez la gratuité de transports publics?

C.M. C'est le cheval de bataille du POP. On vient de déposer une initiative populaire cantonale sur ce sujet, dont la récolte a été extrêmement facile.

V.K. J'ai toujours été un anti-voiture convaincu et n'ai pas de permis de conduire. Une des premières actions que nous avons lancées avec les jeunesses popistes que j'ai recréées en 1991-92, c'était une pétition pour les transports publics gratuits à Lausanne. Un ou deux ans après, on avait monté une opération de billets de resquille pour la campagne de Zisyadis au Conseil d'Etat. C'est un combat ancien du POP, qui est à la fois social et écologique, social pour diminuer les dépenses des familles et écologique puisqu'il y a aura un transfert modal, en diminuant la part d'utilisation des véhicules individuels. En 2020, le Grand Conseil a balayé l'initiative que j'avais déposée sur le sujet. Elle n'a été soutenue que par notre groupe et celui des Libres, plus par quelques petites voix éparses des PS-Verts.

C.M. Le succès de l'initiative lors de la récolte de signature qui vient de s'achever, montre que les PS-Verts sont déconnectés de la population sur ce sujet.

Vous revenez avec l'idée d'un taux unique d'imposition des communes...

V.K. Le taux unique est aussi un vieux combat du POP, qui est né du constat du dumping fiscal entre les cantons, existant aussi entre communes dans notre canton. En 2000, notre ancien député Jean-Paul Dudt déposait une initiative parlementaire sur ce sujet. Ça a donné lieu à ETACOM: une redistribution des points d'impôt entre les communes et les cantons. Aujourd'hui 20 ans après, on voit qu'il n'y a aucune amélioration, il y a toujours un dumping qui persiste. Par exemple, la commune, qui a le taux d'imposition le plus bas dans le canton est Eclepens, pourquoi? Parce qu'il y a un Holcim. Est-ce normal que cette commune ait le plus bas taux juste parce qu'il y a cette entreprise?

Avec des taux très bas, les communes attirent les bons contribuables. On peut faire croire aux gens que les communes, qui ont un taux d'imposition bas, sont mieux gérées, mais tout le monde sait que ce n'est pas vrai: la réalité est que la valeur du point d'impôt par habitant est plus élevée. C'est cela qui est injuste. Ce n'est pas une question de bien ou mal gérer l'argent. Avant de rediscuter d'une nouvelle péréquation verticale, on règle d'abord la péréquation horizontale, donc on règle d'abord la répartition entre les communes. Nous demandons que chaque commune ait un



Céline Misiego et Vincent Keller candidat POP au Conseil d'Etat.

Gustave Deghilaige

taux identique, ce qui correspond à un taux d'impôt communal moyen pour tout le canton de 68 centimes. Et après on verra qui sait bien gérer ou non une commune. A mon tour, j'ai déposé une initiative parlementaire en automne 2020 et elle sera prochainement débattue au Grand Conseil. Cette fois-ci, on est soutenu par le PS, les Verts et les Libres.

C.M. Pourquoi est-il important d'avoir un taux d'imposition commun pour chaque commune? L'impôt sert à financer les services publics, donc il est important que chaque personne habitant le canton puisse avoir accès à des services de qualité indépendamment de la commune où il habite.

Vous défendez un salaire minimum...

C.M. Ça paraît tellement évident d'avoir un salaire minimum quand on sait combien coûte un loyer, l'assurance maladie, les transports etc... Comment on peut vivre avec moins de 4000 francs? Actuellement, les personnes mal payées par les patrons, sont des personnes qui vont peut-être demander de l'aide sociale, des subsides à l'assurance maladie et ce sont donc les contribuables qui payent, alors que ce serait à l'employeurs de verser un salaire décent pour éviter ce genre de situation.

Vous voulez inscrire dans la constitution le CHUV et les hôpitaux vaudois...

V.K. Le CHUV est le seul hôpital public du canton, parce que c'est le seul où la direction qui le gère en réfère directement à la Conseillère d'Etat en charge de la santé publique. Cela, la droite ne le supporte pas. Elle voudrait transformer le CHUV, qui est un établissement

entièrement de droit public, en un établissement autonome de droit public, comme l'hôpital Riviera Chablais. Mais la droite n'y arrive pas. Pour contrebalancer ce projet, notre groupe au Grand Conseil voulait aller à l'exact opposé, en proposant que le CHUV et tous les hôpitaux vaudois soient inscrits dans la Constitution vaudoise. Parce que la santé ne doit pas se monétiser. Avec cette proposition, nous avons été précurseurs à gauche sur cette thématique.

C.M. Le CHUV hôpital 100% public est un des meilleurs hôpitaux du monde. Et la qualité de formation au CHUV est excellente. Malheureusement la formation ne suit pas, nous manquons de personnel infirmier qualifié. Il est certain qu'en améliorant les conditions de travail (donc en augmentant la dotation en personnel), ainsi qu'en augmentant la rémunération (les personnes diplômées de la HES de santé sont les moins bien rémunérées de toutes les HES), nous résoudrons une grande partie de ce problème. Il est donc important de garder un bon hôpital. De plus, on est moins bien soigné dans le privé qu'au CHUV, là où il y a les meilleurs médecins. Enfin, dans les hôpitaux privés, le personnel est moins bien traité et plus mal payé que dans le public.

V.K. Le CHUV est à flux tendu, des infirmières n'y en a pas assez, elles ne sont pas bien payées... Il a fallu se battre, que Madame Ruiz (Conseillère d'Etat, socialiste, ndlr) se fasse taper sur les doigts pour qu'elle mette quelques centaines de francs de plus pour les infirmières. Mais notre groupe au Grand Conseil a été bien plus loin, en disant: il y a les infirmiers et infirmières, mais aussi tous les

autres employés, les cuisiniers, les nettoyeurs, ceux qui désinfectent, etc... Malheureusement le Grand Conseil et le Conseil d'Etat se sont concentrés uniquement sur les infirmières et infirmiers, parce qu'il y avait l'initiative des soins infirmiers. Moi ça me pose un problème, on aurait dû donner une prime de risque à l'ensemble du personnel comme on l'a demandé au Grand Conseil. On doit aussi dire que le Canton de Vaud n'a pas voulu mettre les moyens pour former suffisamment de personnel médical, parce qu'on se retrouve toujours avec ce deal PS-PLR: on ne dépense pas trop et en contrepartie, vous ne baissez pas les impôts.

Qu'est-ce qui vous démarque des autres candidats, notamment à gauche?

V.K. Avec la droite, c'est évident, on ne partage pas du tout la même vision de société, eux prônent une société méritocratique, où dès qu'on est au sommet, on a certains droits. Nous, on place l'humain d'abord. Par rapport à la gauche, après sept ans de Grand conseil, je vois bien ce fragile équilibre entre PS-PLR et maintenant avec les Verts. Leur but est de garder les choses comme elles sont actuellement, il n'y a pas plus d'ambition que ça. Le PS peut bien discuter avec la droite puisqu'il arrive à se mettre d'accord avec elle depuis tellement longtemps. Avec nos candidatures, le POP présente un ticket qui est sérieux, qui ne tombe pas de nulle part, parce qu'on a envie de présenter à la population des vraies idées de gauche sans compromis avec la droite.

C.M. Je rajouterai qu'on est les seuls à défendre un discours anticapitaliste au Grand Conseil et je ne parle pas du Conseil d'Etat, où on peine à percevoir une majorité à gauche. Par contre, au Grand Conseil, on perçoit très bien qu'il y a une majorité à droite, d'où notre difficulté à faire passer certains projets. Si la majorité du Grand Conseil changeait, ce serait mieux pour nous, particulièrement si la gauche de la gauche se renforçait.

V.K. Je suis parfois plutôt pour des ruptures majeures... Je suis de plus en plus convaincu que la politique des petits pas à la PS ne mène à rien, car la droite joue avec ça. Je te donne ceci et en retour tu me donnes cela, finalement on fait un petit pas en avant et un plus petit pas en arrière, on avance, mais de vraiment pas grand-chose. Par exemple, la réforme RIE3 était clairement un deal entre Pierre-Yves Maillard et ces petites avancées (qui étaient bien). Si on regarde le gain qu'a eu la droite dans ce marchandage, il est clairement plus grand que ce que Maillard a gagné. La grande différence pour Céline et moi: on est les seuls (avec nos collègues de groupe) à dire que si on est élu, une rupture de collégialité ne nous pose pas de problème. Par contre, ça me poserait un problème de conscience que je ne pourrais pas outrepasser si je devais voter pour un deal comme la RIE3.

Quel bilan tirez-vous de la législature qui arrive à terme pour votre groupe au Grand Conseil?

V.K. Le programme de législature qu'on avait proposé à la population il y a cinq ans a été, à mon avis, parfaitement respecté et on a même été plus loin. On s'est battu sur tout ce qu'on pouvait pour essayer d'améliorer la condition des plus précaires, des ouvriers, de la classe moyenne, parfois avec un véritable succès et parfois avec un échec total comme pour améliorer le budget cantonal, sur plus de transparence en politique ou sur le droit de vote des étrangers. On est clairement le groupe qui a été le plus proactif, on est réellement une force de proposition.

C.M. Je rajouterai que notre groupe vit bien. Les forces à la gauche de la gauche travaillent très bien ensemble, il y a une bonne collaboration et une bonne entente. ■

Christophe Grand

ÉLECTIONS CANTONALES 2022

Le grand échiquier vaudois

Le 20 mars prochain, le peuple vaudois sera amené à se rendre aux urnes pour élire les prochains Grand Conseil et Conseil d'État, en pleine crise sanitaire. Analyse du grand échiquier politique.

Les prochaines votations auront lieu dans un climat de tension sociale rarement observé. La situation est exacerbée par la crise de COVID-19 et les enjeux politiques seront majeurs. Une récente étude menée par l'institut KOF révèle que les inégalités se sont renforcées en Suisse avec la pandémie. Les ménages dont le revenu est inférieur à 4000 francs par mois ont perdu «20% en moyenne depuis le début de la pandémie». Alors que les ménages dont le revenu mensuel est supérieur à 16000 francs ont diminué de 8%. Pour ce qui est du reste du monde, le World Inequality Report 2022 montre que la fortune des ultra-riches a augmenté pendant la même période, menant les inégalités à des niveaux que nous n'avions pas connus depuis l'époque coloniale. Un record. Lucas Chancel, codirecteur du World Inequality Lab à l'École d'économie de Paris, souligne que «le patrimoine milliardaire a pris plus de 3600 milliards d'euros».

Le PLR, fidèle à lui-même, défend les riches

Le PLR, toujours très inventif, a trouvé une solution miracle pour nous sortir de la crise: baisser les impôts des plus riches. On les remercie du conseil. À bon entendeur, salut! La crise de COVID-19 aurait pourtant dû permettre à la droite libérale de se remettre en

question, car ce sont bien les pouvoirs publics – au travers des aides aux cas de rigueur, RHT (indemnités pour réduction de l'horaire de travail), APG (allocations perte de gain), fonds de soutien à l'industrie, entre autres – qui ont permis de sauver un secteur privé très affecté par la crise. Mais non, au PLR, personne ne semble avoir le souci de la contradiction.

Une alliance PLR-UDC-Centre pour l'élection du Conseil d'État vaudois

Le camp bourgeois a décidé de faire front commun pour faire tomber une majorité, dite de gauche, au Conseil d'Etat. Son objectif (il ne s'en cache pas) est de faire baisser les impôts des plus riches. Le PLR est dans son rôle en tant que représentant naturel de la droite bourgeoise. L'UDC a une position bien plus ambivalente. Le parti d'extrême droite, qui passe son temps à caricaturer les immigrés, les musulmans et les minorités, se présente parfois comme le défenseur des «travailleurs suisses». En faisant du protectionnisme? Évidemment non. Ce discours de façade n'est là que pour tromper les électeurs. Sur le plan économique, ils sont aussi mondialistes que le PLR. Rappelons que l'UDC a soutenu l'accord sur le libre-échange avec l'Indonésie! Il est grand temps de mettre un terme à ce double jeu qui ne trompe plus personne. Ils veulent

faire de notre canton un endroit où l'égalité, la solidarité et le respect des minorités et de l'environnement n'ont pas leur place. À côté de ça, ils sacrifient les conditions de vie matérielle des travailleurs et travailleuses vaudois au nom du libre-échange. Mais gageons que, cette fois, les électeurs sauront les sanctionner par les urnes.

Les Verts et les socialistes ne sont pas mieux

Alors doit-on nous tourner vers nos amis socialistes? Je crains que non. L'histoire nous l'a démontré à de maintes reprises. Rappelons-nous simplement de l'arnaque RIE 3 concoctée par le tandem Broulis-Maillard qui voulait faire des cadeaux fiscaux aux entreprises. Cela montre qu'une frange du parti socialiste est parfois prête aux pires compromis. Elle l'a prouvé par le passé. Entre des libéraux de gauche et des libéraux de droite, le peuple peine à faire la différence.

Pour ce qui est des Verts: ils culpabilisent les consommateurs au travers de leur politique du pollueur-payeur. Ils privilégient toujours les taxes aux impôts – un système inique qui fait payer autant les riches que les pauvres. Ils attaquent toujours la consommation, jamais le mode de production. Il parle de produire local sans jamais donner à l'Etat les moyens de le faire. Quand il s'agit de défendre

le protectionnisme, ils sont aux abonnés absents. Ils ne soutiennent même pas l'initiative pour des transports publics gratuits. Que font-ils de sérieux pour l'écologie? Parfois, on se le demande.

Le POP se positionne comme un candidat sérieux pour l'avenir

Cette année, le POP a décidé de lancer sa campagne en commémorant l'indépendance vaudoise. C'est un fait suffisamment marquant pour être noté – d'habitude l'événement est fêté par la droite. A cette occasion, le discours de son vice-président Luca Schalbetter justifie ce choix: «Nous sommes la gauche authentique et populaire, celle qui n'a jamais trahi. Nous n'avons aucune raison de laisser ce terrain à la droite et à l'extrême droite. Nous sommes même plus légitimes, car nous n'avons pas sacrifié nos agriculteurs et nos artisans locaux sur l'autel du libre-échange et du marché de la concurrence.» Si le choix de la date est audacieux, il démontre que le parti a une ligne politique sérieuse et cohérente. Le POP se positionne dans un espace politique laissé vide par une gauche qui a trahi: celle des plus précaires, celle des travailleurs, des artisans, des agriculteurs, bref celle des déçus de la politique. ■

Idriss Samim

Grand Conseil: toutes les listes du POP

District d'Aigle

Liste 5: POP – Parti Ouvrier et Populaire

1. **Bernard Borel**, Pédiatre FMH, conseiller communal, ancien député, AVIVO, FEDEVACO, Aigle
2. **Christophe Grand**, Photographe, secrétaire cantonal du POP Vaud, Président du POP Chablais, Bex
3. **Rachel Carnal**, Réceptionniste, membre comité APE Aigle, Aigle
4. **Jean-Marc Cousin**, Employé d'Etat à la retraite, Suisse-Immigrés, Aigle
5. **Suzi Dulex**, Employée Postale à la retraite, Syndicom, Ancienne députée, Gryon

District de la Riviera

Liste 9: POP – Parti Ouvrier et Populaire

1. **Cédric Marsens**, Photographe, Président du POP Riviera - Montreux
2. **Yvo Piazza**, Enseignant, Vice-Président du POP Riviera, Corsier-sur-Vevey
3. **Alain Delseth**, Berger, Montreux
4. **Xavier Duperrex**, Ouvrier Horticulteur-Paysagiste CFC, Syndicaliste, Blonay-St-Légier
5. **Jérôme Ghedira**, Pilote de train, Corsier-sur-Vevey

District de l'Ouest Lausannois

Liste 3: POP & GAUCHE EN MOUVEMENT – La Fourmi rouge

1. **Vincent Keller**, Maître d'enseignement, informaticien, Député, Renens
2. **Isabelle Aparicio**, Secrétaire, ancienne Présidente du conseil communal, Prilly
3. **Carole Castillo**, Employée de commerce, Présidente du Conseil communal, Renens
4. **Sihabdi Cadir**, Chauffeur de taxi, Président Komkar, anc. conseiller communal, Chavannes-près-Renens
5. **Céline Christin**, Enseignante spécialisée, Ecublens
6. **Elizabete Cunha**, Concierge, Membre de la CISE et du CET, Renens
7. **Lisa Divorne**, Etudiante, Renens
8. **Mehmet korkmaz**, Restaurateur, conseiller communal, Renens
9. **Claude Mottier**, Technicien radio et formateur retraité, syndicaliste – Chavannes-près-Renens
10. **Augustin Mukamba**, Employé postal, Ancien vice-président POP Vaud, Président du FAR, Renens
11. **Dragan Rakic**, Ouvrier spécialisé, Président association Kud Vez, Ecublens
12. **Karl Raschle**, Serrurier retraité, Syndicaliste UNIA, Prilly
13. **Djaouad Souyad**, Etudiant en gestion industrielle, Vice-président du RESOC. Cons. communal, Crissier
14. **Jordan Willemin**, Ingénieur électricien EPFL, Président des Jeunes POP Vaud, Renens
15. **Jérémie Willemin**, Educateur, Militant Solidarités, écrivain, Renens

District du Jura Nord-Vaudois

Liste 7: POP – Parti Ouvrier et Populaire

1. **Luca Schalbetter**, Généraliste en assurances sociales, vice-président POP Vaud, Yverdon-les-Bains
2. **Olivier Conod**, Assistant social retraité, ancien député, Orbe
3. **Mica Arsenijevic**, Editeur, indépendant de gauche, AVIVO, ATTAC, Romainmôtier
4. **Zakaria Dridi**, Etudiant, militant pour la justice sociale et l'environnement, Sainte-Croix
5. **Michel Fleuy**, Educateur sportif retraité, président assoc. Suisse-Cuba Vaud, Yverdon-les-Bains
6. **Anne-Lise Matter**, Enseignante retraitée, Baulmes
7. **Xavier Roth**, Enseignant secondaire, SSP-VPOD, Yverdon-les-Bains
8. **Alexis Clerc**, Technicien, Parti Pirate VD, humaniste, libre, progressiste, Yverdon-les-Bains

District de Lausanne

Liste 9: solidarités (EàG) – POP

1. **Hadrien Buclin**, Chercheur FNS, solidaritéS, SSP, ASLOCA, coopérative Le Jardin Potager, Lausanne
2. **Céline Misiego**, Conseillère politique, POP, SSP, SUD, clitoris-moi, Lausanne
3. **Marc Vuilleumier**, Retraité, député, POP, Lausanne
4. **Valentin Augsburg**, Chef de projet ville de Lausanne, POP, manivelle, SUD, Lausanne
5. **Françoise Burri**, Comité AVIVO, Guide d'accueil, ancienne députée, Lausanne
6. **Claude Calame**, Prof. hon. Unil, solidaritéS, SSP, SOS Asile, ATTAC, Lausanne
7. **Pierre Conscience**, Enseignant, conseiller communal, solidaritéS, syndicat SSP Vaud, Lausanne
8. **Andrea Coduri**, Educateur-rice, POP, militant-e queer, association PAV, avenir social, Lausanne
9. **Johann Dupuis**, collaborateur office fédéral environnement, conseiller communal, Lausanne
10. **Farra Lays**, Employé de saisie, POP, Lausanne
11. **Sébastien Guex**, Professeur Unil, solidaritéS, membre du SSP et de ATTAC, Lausanne
12. **Jade Hoeppli**, Artiste performeuse, écrivaine, POP, Lausanne
13. **Josée Jetzer**, POP, espace 44, espoirumanie, ACIDUS, animation socioculturelle, Lausanne
14. **Nawel Khemissa**, Travailleuse sociale hors mur, POP, SSP, mère de famille nombreuse, Lausanne
15. **Gaëlle Kovaliv**, spécialiste de la bande dessinée, solidaritéS, féministe, mère, Lausanne
16. **Gabriella Lima**, solidaritéS, militante internationaliste, master en science politique, Lausanne
17. **Joaquim Manzoni**, Chargé de projet, POP, comité AVIVO, SUD Isne, slowfood, Lausanne
18. **Maimouna Mayoraz**, solidaritéS, militante internationaliste, master en science politique, Lausanne
19. **Franziska Meinherz**, Chercheuse en mobilité&urbanisme, solidaritéS, Grève du Climat, CC de Lausanne
20. **Johan Pain**, Retraité TL, POP, AVIVO, ACIDUS, Syndicats SEV et SAIP, mobpiétonne, Lausanne
21. **Martin Peikert**, Architecte, enseignant, solidaritéS, master en urbanisme, Lausanne
22. **Agathe Raboud**, Comédienne, solidaritéS, militante féministe, Lausanne
23. **Noémie Rentsch**, secrétaire politique, solidaritéS, militante féministe anticapitaliste, Lausanne
24. **Idriss Samim**, ancien réfugié afghan, ingénieur EPFL, vice-président POP Vaud, Lausanne
25. **Anais Timofte**, Politologue, présidente POP Vaud, conseillère communale, Lausanne
26. **Seb Zurcher**, Secrétaire médical, militantx queer, dj, Pride de Nuit, solidaritéS, Lausanne

VAUD

L'indépendance vaudoise et le POP

Le Parti Ouvrier et Populaire vaudois a lancé sa campagne pour les élections cantonales, tout en fêtant l'indépendance vaudoise.

De souvenirs des militants popistes historiques, le POP n'avait pas célébré cet événement depuis bien longtemps... Et pourtant, ce sont plus de 120 membres, amis, sympathisants ou soutiens du POP qui se sont rendu à ce papet popiste à Renens.

Fêter l'indépendance vaudoise, vraiment?

Oui, vraiment. Car en réalité il n'y a pas de raisons valables de laisser cette fête populaire à la droite et à l'extrême droite. Sommes-nous vraiment moins légitimes que le PLR, qui a sacrifié notre agriculture et nos artisans locaux sur l'autel du libre-échange et du marché de la concurrence? C'est bel et bien le système économique libéral, qui a amené puis favorisé le développement de chaînes de «fast food» américaines, et par conséquent mis en difficultés les pintes de nos villes et villages, qui servaient, par exemple et à tout hasard, du papet vaudois et un bon verre de chasselas. C'est aussi à l'élite politique PLR et UDC de ce pays que l'on doit la disparition de nos postes de village, des petites gares de campagne, et d'à peu près tout ce qui rapproche l'Etat du citoyen.

Liberté et patrie, une devise de droite?

Nous ne devrions pas non plus avoir peur de nous approprier notre devise cantonale «liberté et patrie». Même si, évidemment, ces mots n'ont pour nous pas le même sens que pour nos adversaires. Notre «liberté» n'est pas celle des libéraux, la liberté de choisir avec quelle caisse maladie se faire plumer, chez quel patron se faire sous-payer et perdre notre santé.

Leur liberté désigne en réalité le privilège: la possibilité de faire des choix que tout le monde ne peut pas se payer: la



Anaïs Timofte à la fête de lancement de la campagne du POP.

François Graf

liberté d'inscrire ses enfants dans une école privée, la liberté de se faire soigner dans une clinique privée, en bref, la liberté du maître avant celle de l'esclave.

Libertés démocratiques

Notre liberté est celle du grand nombre: la liberté de s'épanouir au travail, la liberté de s'organiser politiquement et syndicalement, la liberté de manifester, les libertés démocratiques, la liberté de vivre dans une société apaisée, libérée de la haine, des exclusions et des divisions.

Il en va de même pour le mot «patrie», popularisé et utilisé comme étendard politique pour la première fois lors de la Révolution française. Il est repris ensuite de nombreuses fois par des hommes et des expériences qui nous inspirent: le Venezuela d'Hugo Chavez, Cuba de Che Guevara et Fidel Castro, et bien d'autres encore. Fidèles à nos convictions internationalistes, nous n'oublions pas non plus les peuples du monde avec qui nous sommes solidaires, et qui vivent eux, sans liberté et sans patrie. L'occasion

de ressortir la phrase de Jean Jaurès, qui disait: «Les nations, tourbillons fermés dans la vaste humanité incohérente et diffuse, sont la condition nécessaire du socialisme. Pourquoi le socialisme serait-il tenté de se séparer de la patrie? Il n'y a que les feuilles mortes qui se détachent de l'arbre.»

Nous avons donc commémoré avec fierté la Révolution vaudoise de 1798, et comptons bien le faire à nouveau les prochaines années! ■

Luca Schalbetter
Vice-président du POP vaudois

MOUVEMENT

Rencontre entre le POP et le PCF

Le lundi 10 janvier 2022, dans les locaux du POP Vaud, à l'initiative de notre camarade Yves Niveaux, Vice-président du POP Valais et responsable des relations internationales au comité directeur du Parti Suisse du Travail (PST-POP), nous avons organisé une première rencontre entre le POP Valais, POP Vaud, le Parti du travail genevois et des sections du PCF frontalières. Le but de cette rencontre: pouvoir échanger sur des sujets transfrontaliers qui concernent l'arc lémanique, le grand Genève et le bas Valais. Nous avons abordé les questions des transports, d'hôpitaux, du dumping salarial, du grand Genève, de la candidature de Fabien Roussel¹ etc...

Nous avons décidé de nous réunir régulièrement pour maintenir des bonnes relations entre nos deux partis mais surtout pour développer des prises de positions et des projets communs concrets sur des sujets transfrontaliers, qui nous semblent importants comme ceux déjà évoqués, mais aussi sur l'évasion fiscale que nous aborderons lors d'une prochaine séance. ■

Réd.

¹ Candidat communiste à l'élection présidentielle défendant un programme très social, dont le smic à 1500 euros net par mois, la retraite à 60 ans à taux plein, le statut pour les travailleurs ubérisés et la semaine de 32 heures (ndlr).

VOTRE DÉCLARATION D'IMPÔTS VOUS MET LA TÊTE AU CARRÉ ?



RETROUVEZ LE SOURIRE À LA PERMANENCE D'IMPÔTS!

sans rendez-vous

prix accessibles proportionnels aux revenus

DE 16H00 À 19H00 LES LUNDIS DE MARS À FIN MAI

POP GAUCHE EN MOUVEMENT

Secrétariat POP Vaudois
Place Chauderon 5 — 1003 Lausanne
face à la Movida, au 2^e étage

021 312 06 76 — info@popvaud.ch — www.popvaud.ch

LISTE DES DOCUMENTS UTILES POUR TROUVER LA SOLUTION:



Documents utiles 2021

- Documents reçus de l'administration des impôts (avec numéro de contribuable et code de contrôle)
- Copie de la dernière déclaration, de la dernière taxation
- Certificats de salaires, 2^e pilier, rentes AVS, AI, viagère, ...
- Pension alimentaire reçue ou versée
- Attestations comptes, banque, poste, ... (y c. fortune à l'étranger)
- État des titres
- État des dettes et des intérêts
- Versements au 2^e et 3^e piliers
- Décompte annuel de la caisse maladie pour les frais médicaux, pharmaceutiques, factures frais dentaires, lunettes, ...
- Frais formation, recyclage professionnel ou formation professionnelle complémentaire (perfectionnement)
- Frais de garde d'enfants
- Dons à des institutions d'utilité publique
- Pour les propriétaires: dettes et intérêts hypothécaires, frais entretien immeuble, impôt foncier, ECA, assurance immeuble (y c. immobilier à l'étranger)
- Subsidés + polices d'assurance 2021 (base et complémentaire)

Souscription – Elections cantonales

L'ordre économique libéral veut imposer son arrogance, sa pensée unique et son système. Un système qui ruine les corps, abrute les esprits et détruit la planète. Nous proposons une autre vie: un système qui place l'être humain et l'humanité au centre du monde. Le POP est une force de propositions et d'opposition mais aussi une force d'espoir avec une capacité d'intervention politique, partout où il lui est possible d'agir. Dans le but de remettre le canton sur les rails du progrès social et écologique, nous proposons 5 listes à travers le canton pour les élections au Grand Conseil et 1 liste au Conseil d'Etat. Il est vrai qu'une telle campagne, même modeste et militante, coûte plusieurs dizaines de milliers de francs. C'est pourquoi nous avons besoin de l'appui de toutes celles et ceux qui ont des idéaux de justice, d'équité et de démocratie.

Au nom du principe que les petits ruisseaux font les plus grands fleuves, tous vos dons seront accueillis avec bonheur et reconnaissance:

Nous vous remercions chaleureusement pour votre générosité

POP VAUD – Fonds d'aide et de soutien – 1003 lausanne

IBAN : CH19 0900 0000 1003 4397 6

CCP : 10-34397-6

Notre parti ne vit que par les cotisations de nos membres, les contributions de nos élu.e.s et les dons des sympathisant.e.s. Avec nos remerciements les plus chaleureux!

Impressum

Rédaction: Chauderon 5, 1003 Lausanne / Responsable: Christophe Grand / Tél.: 021 312 06 76 / E-mail: info@popvaud.ch / Abonnements: info@popvaud.ch / CCP Résistance: 10-769952-7 / Maquette et mise en page: Solidaridad Graphisme / Corrections: Bertrand Tappolet

Ce journal vous a été envoyé gratuitement, si vous ne souhaitez plus le recevoir, merci de nous en informer à info@popvaud.ch

Les permanences

Lausanne

Les lundis de 16h à 19h, au secrétariat du POP, place Chauderon 5, 2^e étage, à Lausanne, de mars à mai, si les conditions sanitaires le permettent et dans le respect des mesures fédérales et cantonales. Merci de vous informer au secrétariat.

Renens

Les samedis matins de 9h à 11h30, au Bol d'Or (Maison du Peuple), rte de Crissier 6 à Renens, du 12 février à Pâques.
Les mercredis soir de 19h à 20h 30, à l'Entraide Familiale, rue de l'Avenir 25, toute l'année.